

Quand les Verts « vendent » Minatec Douze ans plus tard

Voici 12 ans, le 1^{er} juin 2006, un millier de marcheurs s'était rassemblé pour protester contre l'inauguration de Minatec ; et au-delà, contre l'incarcération de l'homme-machine dans le monde-machine. Les Verts, toujours francs et courageux, avaient tergiversé à bas bruit entre le soutien aux nanotechnologies et des vœux pieux d'« encadrement éthique ». Ils ne sont pas les seuls. La critique des (nano)technologies n'est pas la priorité d'une gauche pour qui le salut et l'émancipation consistent *au contraire* à brader l'autonomie du vivant pour l'hétéronomie de l'artificiel.

Les Verts grenoblois ont conquis le pouvoir municipal en 2014 et dominant depuis la cuvette - la Métro -, avec leurs alliés. En décembre 2017, ils ont vendu à cette même Métro les actions de la Ville de Grenoble dans la SEM Minatec. Occasion irrésistible de revenir sur un moment local exemplaire du moment général. Que font les Verts quand ils gèrent « le système », finalement ? Que s'est-il passé depuis 2006 ? En tirant notre fil nous avons reconstitué toute une trajectoire – Minalogic, Minatec, Giant, Clinatec...- tout le puzzle du CEA-Grenoble ; et recroisé nos technocrates Verts, Eric Piolle (Hewlett-Packard), Vincent Fristot (Gaz Electricité Grenoble), Pierre Kermen (Giant, Caserne de Bonne), et puis Vincent Comparat, Laurence Comparat, Yann Mongaburu & Cie ; *big data, open data, smart city...* On dira ce qu'on voudra, vivre à Grenoble, c'est malsain, mais c'est instructif.

1. Avant, ils ne savaient pas. Maintenant, ils ne savent plus.

Il y a de quoi soulever une paupière quand *Le Daubé* nous apprend la vente par la municipalité écologiste de Grenoble, des 11 440 actions détenues par la Ville dans la SEM Minatec¹. Pourquoi ? A qui ? Combien ?

Souvenez-vous – Minatec. Le premier centre européen pour les micro et nanotechnologies, créé par le Commissariat à l'énergie atomique et l'Institut national polytechnique, inauguré à Grenoble, le 2 juin 2006, sous protection policière. Tout le monde sait aujourd'hui ce que sont les nanotechnologies, les technologies convergentes (nano-bio-neuro-technologies plus l'informatique, l'*information automatique*). Tout le monde sait également que l'une des pires et plus urgentes menaces pour l'humanité – en relation avec la destruction du milieu - émerge précisément de ces technologies convergentes. C'est-à-dire des centres de recherche tel Minatec, où la technocratie, au vu et su de *toutezétousses*, travaille à l'élimination des superflus (les « chimpanzés du futur »), et à sa propre élévation à l'espèce supérieure (« augmentée ») des hommes-machines, cyborgs et mécananthropes (de *mêkhanê*, les moyens et les machines en grec).

Une infime élite fonctionnant en fusion avec sa machinerie après disparition de la masse immense des déchus ; une *eusociété*, comme on dit eugénisme et euthanasie, verte et inclusive, c'est-à-dire réservée aux inclus, quelles que soient leur couleur, leur religion et leur sexualité, pourvu qu'ils en soient des composants fonctionnels et nécessaires ; une croissance verte grâce aux technologies « vertes » (géo-ingénierie, fusion nucléaire, énergie solaire,

¹ *Le Daubé*, 18, 19, 20, 23 décembre 2017

biologie de synthèse, reproduction artificielle et à la carte, nourriture de synthèse, etc.). Voilà qui résoudrait les « défis écologiques et sociaux » que nos technocrates Verts ne cessent de relever.

Tout le monde sait maintenant – le monde qui sait – ce que sont les manipulations génétiques, Crispr-CAS 9, les puces RFID, les implants cérébraux, la biologie de synthèse, la *big data*, la *smart city*, les algorithmes, l'intelligence artificielle, l'automatisation, le transhumanisme, etc. On le savait moins au début du millénaire quand nous, Pièces et main d'œuvre, tâchions d'alerter nos congénères dans de multiples adresses, ignorées, étouffées, discréditées par ceux qui savaient et nous taxaient de « catastrophisme », « obscurantisme », « archaïsme », « théorie du complot », etc... Vérifiez nos archives en ligne : *Le Laboratoire grenoblois* (2002), *Nanotechnologies/Maxiservitude* (2003), nos lettres *Aujourd'hui le Nanomonde* (2003-2012) et tant d'autres textes ; nous n'avons, nous, aucune raison de les effacer ni de les réécrire. Sans compter nos livres, actions et conférences.

2. Avant Minatec : Minalogic.

Il faudrait en fait, pour être exact, dire Minatec-Minalogic (*Micro nano logiciels*). Le *hardware* et le *software* ; le matériel et le programme. Les deux « pôles » gravitent l'un autour de l'autre et se nourrissent mutuellement de multiples façons, mais l'un, Minatec, est concentré concrètement dans les salles blanches et les bâtiments de haute technologie du Commissariat à l'énergie atomique ; l'autre, Minalogic, relie aujourd'hui des centaines d'entreprises, de laboratoires publics et privés, de collectivités territoriales et d'« organismes de développement économique », en un réseau puissant et pressant, quoique le sigle ne s'affiche sur aucun édifice.

La raison sociale de ce réseau, c'est, comme le dit IBM, de « rendre la planète *intelligente* ». Un adjectif falsifié en l'occurrence pour signifier « communicante », « informante ». C'est-à-dire la communication et le traitement informatique de tous les faits, si infimes soient-ils, en vue d'un pilotage centralisé. Objets connectés (« intelligents », *smart*), matériaux intelligents (textiles, papiers...), réseaux connectés (*smart grids*), reliant des capteurs connectés (*Linky*, *Gazpar*), de votre maison connectée (« intelligente »), à la *smart city* (ville intelligente), en passant par l'entreprise, les transports, les services, l'administration (*l'e-government*), les milieux urbains *et naturels*, truffés de capteurs et transformés en mégamachine automatisée. Ainsi les opposants au capteur *Linky* ignorent-ils pour la plupart que leur objet noir, mouchard à domicile et régulateur de distribution, résulte des programmes de recherche sur la *smart electricity*, conduits par les « partenaires » de Minalogic (STMicroelectronics, Schneider Electric...), depuis le début des années 2000². C'est que Minalogic précède Minatec et découle comme lui de « l'invention de la Houille blanche » à Grenoble en 1869. C'est-à-dire de la production et de l'emploi industriels de l'électricité. Lire *Sous le soleil de l'innovation, rien que du nouveau* !³ pour un résumé intelligible de cette trajectoire télescopique qui propulse Grenoble à la pointe du capitalisme technologique.

En bref, il s'agit d'un énième surgeon d'une spécificité grenobloise, la liaison recherche-industrie-pouvoirs publics (université, armée, collectivités locales, Etat), *alias* « développement endogène innovant ». Traduction : inventons et entreprenons à l'échelle locale, le Y grenoblois, à partir des « atouts du territoire » (l'eau, le bois) ; créons de petites entreprises (papeterie, électricité), agiles et novatrices ; en avant-garde et en sous-traitance des grandes structures privées et publiques ; soutenons-nous les uns les autres (investissements, subventions, commandes, équipements, infrastructures, personnels, trouvailles...), et avançons groupés.

² Cf. « *Linky, la filière grenobloise* », in *Dans les filets de Linky*, Pièce détachée n°79.

³ *Sous le soleil de l'innovation, rien que du nouveau*, Pièces et main d'œuvre, L'Echappée, 2013.

Pour comprendre une histoire, mieux vaut ne pas rater le début. En mars 2004, l’Inria Rhône-Alpes (l’Institut national de recherche en informatique et automatique), et le CEA-Léti (le Laboratoire d’électronique et de technologie de l’information), réunissent quatre équipes du premier et trois équipes du second, une centaine de chercheurs, au sein d’un « centre de conception Rhône-Alpes pour systèmes embarqués sur puces ».

La puce – composant électronique, circuit intégré - équipée d’un logiciel – programme d’instruction - est le maillon initial du filet communicant. Pour tisser la planète communicante (« intelligente »), il faut rendre la puce communicante ; toujours plus rapide, toujours plus puissante ; et il faut en fourrer partout. C’est la double mission de Minalogic.

Bernard Espiau, directeur de l’Inria Rhône-Alpes :

« L’avenir est à ce que quelques centimètres carrés de puce puissent accueillir 1 à 2 milliards de transistors. Le marché qui s’ouvre est immense. Il faut s’y préparer⁴. »

Bernard Barbier, directeur du CEA-Léti :

« Les premiers pôles constitués seront évidemment les mieux placés. Notre rapprochement nous permettra de monter éventuellement des consortiums avec des industriels, et de taper à la porte de financements d’envergure⁵. »

Jean-Pierre Verjus, directeur de l’information et de la communication de l’Inria :

« Nous travaillons depuis la fin des années 90 pour que Grenoble s’impose en tant que pôle d’excellence dans ce domaine⁶. »

Pour que le « pôle d’excellence Minalogic » devienne le « Pôle national de compétitivité Minalogic », il faut qu’un haut technocrate en visite à Grenoble, Christian Blanc (préfet rocardien, PDG, entre autres, de la RATP et d’Air France, amateur de cigares reconnu), remarque après bien d’autres cette merveille locale, la liaison recherche-industrie-pouvoirs publics et en fasse par la grâce de son rapport (*Pour un écosystème de la croissance*, mai 2004), une politique industrielle d’Etat. Des dizaines de « pôles de compétitivité » sur le modèle de Grenoble et des *clusters* - les « grappes » américaines. Des cataractes de subventions concentrées sur les points forts afin de ne pas gaspiller. L’autre raison de Minalogic, c’est évidemment d’aspirer dans la technosphère tout l’argent public et privé disponible, afin d’accroître celle-ci et de rehausser sans cesse l’éminence de ses technocrates.

« Créé en 2005, Minalogic rassemble désormais plus de 400 adhérents (dont 350 entreprises). Le pôle a labellisé 586 projets, ce qui représente 881 millions d’euros de subventions publiques, et un investissement de R&D de 2,2 milliards d’euros. Les 72 projets finalisés ont généré 86 produits (commercialisés ou en voie de commercialisation). »

(Site Minalogic, 22 mai 2018)

Minattec et Minalogic ont produit bien davantage que des composants, des objets communicants et du retour sur investissement. En compétition collaborative avec les technocrates de toutes les métropoles du monde – chercheurs, entrepreneurs, fonctionnaires, politiciens - les agents et dirigeants de Minattec/Minalogic ont créé un *nanomonde*, où la convergence des technologies (NBIC), aboutit à l’incarcération de l’homme-machine dans le monde-machine.

⁴ Cf. *Le Daubé*, 18 mars 2004

⁵ Idem

⁶ Cf. *Le Daubé*, 17 mars 2004

Vous souvenez-vous du mantra transhumaniste ?

« Si les sciences **c**ognitives (**c**) peuvent le penser
les **n**anotechnologies (**n**) peuvent le construire
les **b**iotechnologies (**b**) peuvent l'implanter,
et les technologies de l'**i**nformation (**i**) peuvent
le surveiller et le contrôler ».

Les initiales sont ici dans le désordre parce que le mantra est traduit de l'américain, du rapport de la National Science Foundation (NSF), « Technologies convergentes pour le rehaussement (*enhancement*), du fonctionnement humain », lui même issu d'un séminaire à Washington, les 3 et 4 décembre 2001. Oui, trois mois après l'attentat du *World Trade Center*. On n'examinera pas ici la synchronicité des deux barbaries de ce début de millénaire, si l'islamisme et le transhumanisme relèvent de la corrélation ou d'une causalité commune, voire d'un développement dialectique, dont ils occuperaient les pôles ; remarquons juste que les quatre-vingt-un participants à ce séminaire venaient du gouvernement, de l'université, de la NASA, de la DARPA, de l'industrie (Hewlett-Packard, Boeing, IBM, etc.). C'était en somme Minattec-Minalogic en plus gros, en plus américain et en avance, forcément. Quant à nous, chimpanzés sans futur, nous n'avons fait que porter en vain la critique la moins dépassée, la moins impertinente et la moins risible de notre moment, même si l'exercice n'a servi qu'à notre santé mentale. Et nous l'avons fait sur le vif, non pas cinq ou dix ans plus tard comme tant d'auteurs et de collectifs ran-tan-plan dont les pataudes paraphrases n'impliquent nul progrès. Pour Minalogic, voyez les numéros 10 et 11 de *Aujourd'hui le Nanomonde*, publiés en novembre 2005 et janvier 2006, recueillis en 2008 dans le volume homonyme⁷.

3. Maintenant, nous savons tous.

Depuis, un flot croissant de documentaires télé, d'émissions de radios, de romans, d'essais, d'articles, de colloques, « forums », « débats », se sont chargés de faire la « pédagogie » de l'homme-machine dans le monde-machine, c'est-à-dire la communication, afin de créer tout à la fois un sentiment de fatalité (on n'arrête pas le progrès) et de positivité. Certes, il peut y avoir des problèmes d'éthique et d'adaptation, c'est pourquoi, il faut « encadrer », c'est-à-dire légaliser l'inévitable, et « former les gens », les dresser aux nouvelles conditions de vie qu'on leur impose ; les rassurer - ce ne sera pas si effroyable que le disent les cassandres et autres technophobes. Si, par exemple, vous souhaitez étendre et banaliser la production artificielle d'enfants sur mesure suivant les commandes des clients, commencez par créer un « Comité consultatif national d'éthique » ; peuplez-le de vos créatures ; chargez-le d'une campagne de communication sous forme de « débats », de « témoignages d'experts », d'« avis des grands courants de pensée » et même des « citoyens ». Comptez sur les experts et les journalistes pour convaincre que « de toutes façons, on ne reviendra pas en arrière », « que ce n'est pas souhaitable d'ailleurs », « que la révolution scientifique ne s'arrête pas ». Dans « un monde qui bouge », il est normal que « la société évolue ». « D'ailleurs, elle a évolué ». Faites en sorte que tout le monde parle afin que personne n'entende et de rehausser votre position d'arbitre au dessus des polémiques. Faites ce que vous aviez décidé dès le début : légalisez le fait accompli des technosciences, annoncez vos redditions d'un air de mâle résolution (*en même temps...*). Ces « avancées » - ces emballlements - vous échappent ? feignez de les maîtriser. Recommencez dans sept ans⁸.

⁷ Cf. *Aujourd'hui le nanomonde. Nanotechnologies, un projet de société totalitaire*, Pièces et main d'œuvre, L'Echappée, 2008

⁸ Cf. « Etats généraux de bioéthique » : Quel monde voulons-nous pour demain... et quel débat pour aujourd'hui ? », Les Chimpanzés gascons, 27/02/18, sur www.piecesetmaindoeuvre.com

C'est normal, les gens ont toujours peur au début, quand on introduit une innovation, qu'on dérange leurs habitudes, etc. Il faut tout changer en leur expliquant que rien ne change, ce n'est que la suite de ce qu'on a toujours fait, de la « révolution néolithique » (Jean-Paul Demoule), de ces 10 000 ans où les chasseurs cueilleurs nomades, immergés dans la nature, sont passés à l'agriculture sédentaire, aux chefferies et à la guerre. De l'âge de pierre à celui du silicium. De l'homme de Cro-Magnon au posthumain de la Silicon Valley. Et d'ailleurs ce n'était pas mieux avant. Si vous n'êtes pas convaincu, écoutez Michel Serres à la radio, avec sa belle voix et son bel accent provençal de vieux savant, idéal pour bêler sans fin des niaiseries progressistes, sur un ton d'infatigable enthousiasme. C'est chaque fois la fable de 2001. *Odyssée de l'espace*⁹ qui nous est serinée. De l'outil à la machine, du casse-tête lancé en l'air par l'hominidé au satellite tournoyant dans le ciel, il n'y aurait qu'une parabole, une trajectoire à sens unique, sans bifurcation possible.

Mais désormais que tout le monde sait - tout le monde qui sait, oui -, tout le monde s'oppose à l'avènement du nanomonde et à cette entreprise éclair de déshumanisation. Toutes les bêtes politiques, Blancs ou Noirs, de gauche ou de droite, athées, croyants, hommes, femmes, homos, hétéros. Tous conscients qu'ils ont au moins cette humanité en commun, et que s'ils la perdent, ils perdent tout, et tout d'abord les motifs des innombrables et délectables querelles qui les maintiennent vifs et pétulants. Les humanoïdes ne se querellent pas ; ils fonctionnent – et parfois dysfonctionnent. On n'oublie ni les Verts, ni les ratons laveurs dans notre énumération, on y vient dans un instant.

Nous voici donc face à la plus grande querelle de tous les temps, et quelle autre cause pourrait avoir le pas sur la défense de l'humanité commune, d'origine animale, face à l'inhumanité qui vient, d'avenir machinal ? Qu'importent nos différences d'opinion, de sexe, de couleur, si nous perdons l'humanité où s'enracinent nos différends ?

Quelle autre question pourrait avoir le pas sur celle-ci : rester ou non humains ? Du moins pour ceux qui resteront. On sait que cela n'ira pas sans tri sélectif effectué par nos experts et technocrates et qu'il y aura du déchet.

Cette question s'est posée pour une autre génération, à l'été 1940, face au *Blitzkrieg* de la race des Seigneurs. Tout le monde s'est dressé ensemble, toutes querelles cessantes, pour y résister. Tout le monde, c'est-à-dire quelques milliers de militaires, d'étudiants et de petites gens, les pêcheurs de l'île de Sein, des royalistes catholiques (Cordier), des juifs, des athées, des rad-soc, des humanistes, un communiste dissident (Guingoin)... un ramassis dérisoire et risible sur 40 millions de Français accablés, ricaneurs ou confiants dans « le vainqueur de Verdun ». Cependant, il est plus facile de résister à une subite invasion armée qu'aux perpétuelles mutations des moyens de production et aux mutations sociales et anthropologiques qu'elles rendent possibles, entre les mains des moyennistes et machinistes.

Nous, Pièces et main d'œuvre - animaux politiques, chimpanzés du futur, libres penseurs et enquêteurs radicaux - nous réjouissons vraiment que tout le monde sache et se réunisse sur le front principal de la guerre au vivant. Humains d'origine animale, de toutes convictions religieuses, philosophiques et politiques, contre inhumains d'avenir machinal, l'ignoble caste des mécanocrates, les détenteurs des *mékhané*, les moyens/machines. Tout le monde oui, et même les Verts.

⁹ Cf. Le film de Stanley Kubrick, paru en 1969, et récemment ressorti

4. *Giant* ou *Global* ? Les Verts pour des nécrotechnologies « durables » et « HQE ».

Avouons que ce n'était pas gagné, malgré toutes les alertes prodiguées, de vive voix, face à face, ou par voie de tract, comme celui-ci, du 30 mai 2006 :

« Le 9 juillet 2001 a lieu le premier vote de soutien de la mairie de Grenoble au projet Minatec. Sur les 11 élus Ades/Verts/Alternatifs de la majorité plurielle, quatre s'abstiennent, un ne prend pas part au vote, les six autres votent pour. (...) »

En septembre de la même année, les mêmes, comptant sans doute sur la distraction de leurs électeurs, votent à l'unanimité avec le reste du conseil municipal la création de la ZAC (Zone d'aménagement concerté) Minatec.

Pierre Kermen, adjoint Vert à l'urbanisme : "Ce pôle doit permettre de favoriser en un même lieu les échanges entre l'enseignement, la recherche appliquée et le développement des applications industrielles afin d'assurer le partage et la complémentarité des compétences et des moyens du CEA-Léti et de l'INPG (...)"

Sur le plan de l'aménagement urbain cette opération permettra de poursuivre l'aménagement d'un quartier charnière entre Europole, Berriat et la presqu'île scientifique" (Cf. Conseil municipal du 17/09/01, archives municipales). »

Pour mémoire, « la seule réserve grommelée par Raymond Avrillier, "tombeur de Carignon" et principale figure des écolo-citoyens grenoblois concerne "le risque financier pour le contribuable" »¹⁰.

Quant à ce « quartier charnière » évoqué par Pierre Kermen, il s'agit de Giant, un énorme ensemble, bâti autour du Polygone scientifique et des technologies convergentes ; un projet de MIT « à la française », conçu par Jean Therme, président du CEA-Grenoble, décidé après deux ans de conciliabules secrets entre les élus locaux, Michel Destot, maire de Grenoble, André Vallini, président du conseil général, et les dirigeants du CNRS, de l'Institut Laue-Langevin, de l'ESRF (Synchrotron), de l'EMBL (laboratoire en biologie), de Grenoble Ecole de Management, de l'INPG (écoles d'ingénieurs) et de l'Université Joseph Fourier .

« Jusqu'ici le secret a été bien gardé » titre *Le Daubé* du 20 octobre 2007 en annonçant la nouvelle à ses lecteurs¹¹.

André Vallini propose « la presqu'île de l'avenir », « presqu'île parce que c'est déjà plus joli que Polygone et de l'avenir parce que ça laisse tous les rêves ouverts » (séance du conseil général de l'Isère du 19 octobre 2007).

En plaçant le CEA-Grenoble au centre de l'agglo (il faut le « fondre dans la ville »), Giant manifeste sa domination sur la cuvette et ses vassaux. Lors du Conseil municipal du 19 novembre 2007, une rafale de courbettes salue Jean Therme, patron du CEA, auquel il faut « rendre hommage », qui « a monté un projet magnifique », qui participe à la « construction de la ville de demain ». Pour nombre d'élus, le CEA est un Père. Comme Michel Destot, Françoise Rambaud, conseillère municipale UMP, est une « enfant du CEA, c'est pourquoi je serais très heureuse de la réalisation de Giant¹². » Quant à Jérôme Safar, adjoint PS : « Je ne suis pas un enfant du CEA, dans la mesure où je n'y ai pas travaillé ; mais je le suis dans la mesure où je suis conscient de tout ce que le CEA a apporté à la ville¹³. »

¹⁰ Cf. *Le Daubé*, 10/07/01, in *Le Laboratoire grenoblois*, 14/03/02, sur www.piecesetmaindoeuvre.com

¹¹ Cf. « Giant : un grand pas pour Technopolis », Benoît Rézens, 24/11/2007. www.piecesetmaindoeuvre.com

¹² Séance du conseil municipal de Grenoble du 19 novembre 2007, citée in « Giant : un grand pas pour Technopolis », Benoît Rézens, art. cité

¹³ Idem

Giant est « avant tout un projet scientifique », selon Françoise Rambaud :

« Le jeu international, le recul de la compétitivité économique du territoire grenoblois, le rôle grandissant des pays émergents, ont incité la communauté scientifique à réagir. Nous ne pouvons que les soutenir¹⁴. »

Tous les bords politiques se rassemblent autour de Giant: du Parti Socialiste (Christine Crifo : « cela va être le quartier du XXI^e siècle »), à Roger Pellat-Finet, ancien président de la Chambre de Commerce et d'Industrie (« Notre département en a besoin ») ; en passant par l'UMP (Guy-Pierre Cabanel : « Je n'ai jamais vu un plan aussi porteur d'avenir dans cette assemblée : il rassemble tout ce qu'on peut espérer dans les 15 ou 20 prochaines années. »), et le Parti Communiste (Renzo Sulli : « C'est un projet mobilisateur pour tout le département, personne ici ne peut le contredire »)¹⁵.

Et les Verts, direz-vous, que disent-ils ? Lisez vous-même. On croirait du Jean Therme, mais c'est du Serge Revel, vice-président Vert du Conseil Général :

« (...) J'apprécie surtout le troisième chapitre (du Plan métropolitain) sur le développement économique, avec le projet Giant sur le polygone scientifique. (...) L'attention apportée dans le projet à la HQE, aux espaces verts, aux espaces de sports et loisirs, et surtout aux énergies nouvelles, est pour moi remarquable. L'immense capteur solaire sera non seulement une vitrine, mais fournira également le Polygone en énergie. Je voudrais ajouter que le projet Giant mettra l'innovation technologique au cœur des grands enjeux de notre société. Les documents annexes qui nous ont été donnés montrent bien que les 3 axes de croissance autour de la technologie de l'information, de la technologie de la santé et de l'énergie, sont en phase avec les attentes de la société. Le projet est tout à fait comparable avec les grands sites mondiaux et fera de Grenoble une des grandes capitales de la recherche, un centre d'excellence mondial. Le lien entre les nanotechnologies, les biotechnologies et les nouvelles techniques de l'énergie est évident. Même s'il faut prendre un certain nombre de précautions et on le sait. Et sur ce site nous aurons la chance de voir se regrouper ces trois composantes indispensables pour la crédibilité du projet¹⁶. »

2018. Ce « quartier charnière » dont se réjouissait le Vert Pierre Kermen, c'est aujourd'hui, 17 ans plus tard, l'éruption de blocs et de cubes derrière la gare, elle-même remodelée à grands frais pour être en harmonie avec la zone *high tech* qu'elle dessert. Celle-ci englobe Europole (*World Trade Center*, sic, Grenoble Ecole de Management, Grenoble Gaz Electricité (GEG), Enedis, le palais de justice, pôle emploi, etc.) ; puis Giant ou « presque île scientifique », entre le Drac et l'Isère ; une ligne de tram, des bureaux, des logements « à énergie positive », du photovoltaïque, des vélos électriques, une place Nelson Mandela, des cafés, des restaurants, un marché bio, enfin tout ce qu'il faut pour dorloter les 25 000 étudiants, chercheurs, ingénieurs, entrepreneurs qui vont s'y activer à « révolutionner nos vies ». Giant a dévoré 250 hectares et 437 millions d'euros – mais ce n'était pas un « Grand Projet Inutile ». Sinon, vous pensez bien que les associations écolo et leurs parasites du NPA & de la France Insoumise s'y seraient opposés ! Ou qu'anarchistes et squatteurs y auraient fortifié une ZAD, au lieu d'aller camper à plus d'une heure de route, dans les bois de Roybon, afin de combattre un chantier de « Center Parc ».

Certes, l'Ades, les Verts et les Alternatifs ont critiqué le projet de Giant avant les élections municipales de 2008, *mais parce qu'il manquait d'ambition* ; exclusivement centré sur Minatec, le CEA et la microélectronique. « Un projet dangereux, parce qu'en déconnectant le Polygone du maillage universitaire, nous prenons le risque de tuer la recherche fondamentale.

¹⁴ Idem

¹⁵ Idem

¹⁶ Séance du conseil général de l'Isère du 9 novembre 2007

Dangereux également parce que tel qu'il est conçu, Giant rompt avec l'urbanisme durable¹⁷ ». D'où leur contre-projet, Global (sic !), présenté par Pierre Kermen, alors adjoint à l'urbanisme, et Vincent Comparat, porte-parole de l'Ades, lors d'une réunion « autour du triptyque formation, recherche et industrie », « En présence de chercheurs et d'enseignants universitaires, inquiets du devenir de leurs disciplines. » « Nous voulons une ville solidaire de la connaissance et de la recherche¹⁸ ».

En clair, les Verts se sont faits les porte-paroles du ressentiment des universitaires du campus face à l'hégémonie des ingénieurs du Polygone scientifique.

Giant ou Global, on voit l'alternative. Il faut avouer que ce terrain assez vague, dans le prolongement de l'ancien quartier de la Frise et de ses ateliers d'artisans déjà dévastés par le maire Carignon, n'avait pas l'attrait romantique et naturel qui suscite les velléités rebelles. Bref, Giant était si nécessaire que la Ville de Grenoble y a investi à travers Innovia, une société d'économie mixte - dirigée depuis 2015 par Pierre Kermen - cependant que Vincent Fristot était nommé adjoint à l'urbanisme par Eric Piolle. Oui, le même Fristot, l'ingénieur Vert qui dirige par ailleurs Gaz Electricité de Grenoble (GEG). L'ESRF (le synchrotron) et l'Institut Laue Langevin ont ainsi capté 177,6 millions sur les 178 millions de fonds publics investis dans Giant. Et, devinez quoi, les « retombées » ont été fructueuses pour l'emploi et l'économie. On le sait par Pauline Lacour et Michel Rocca, deux économistes de l'Université de Grenoble qui ont interrogé la Sem Innovia et les partenaires de Giant¹⁹. Les travaux ont profité aux secteurs du BTP, de l'architecture, de l'ingénierie. De 150 à 200 emplois ont été créés chaque année, de 2010 à 2015. Des petites entreprises de service sont venues s'installer à côté de leurs clients. « Globalement, l'Alliance Giant accroît la légitimité des demandes de financements » a conclu la chercheuse. » Seul souci, l'industrialisation.

« Car l'innovation, c'est bien joli, mais une fois la technologie ou le produit imaginé et conçu, il faut de l'espace pour le fabriquer ! Et du foncier pour les usines, il en manque sur la Presqu'île. Mathilde Cadic, chargée de mission à la Direction du développement économique de la Région, a alors annoncé le lancement d'une étude courant mai, financée par la Région et la Métro, sur comment faire un accélérateur industriel à Grenoble. Il était temps, non ?²⁰ »

5. Les Verts pour Minatec, les nanotechnologies et le « modèle grenoblois ».

Pardon pour ces anticipations, mais c'est après coup, qu'on voit finalement ce que sont et à quoi servent les Verts, derrière leurs simagrées « écologistes ». En 2001, ils soutiennent donc la ZAC Minatec, aujourd'hui Giant, mais ils chipotent sur le financement de Minatec.

« Détail piquant : les écotechs accordent par leur vote l'exonération de la taxe locale d'équipement pour les constructeurs de Minatec. Trois mois plus tard, les mêmes élus grenoblois s'abstiennent unanimement, lors du vote autorisant la Ville à signer la convention-cadre du pôle d'innovation Minatec. Pierre Kermen à nouveau :

"Mes chers collègues,

Les nanotechnologies et leur développement sont probablement dans la suite normale des recherches scientifiques du site grenoblois. De ce point de vue, le partenariat entre la formation, la recherche et la valorisation va dans ce sens. En même temps, il est vrai que ce projet est porté par le CEA, la dénucléarisation du site de Grenoble est donc une évolution souhaitable et nous la soutenons.

¹⁷ Cf. *Le Daubé*, 30/11/2007

¹⁸ Cf. *Le Daubé* 10/12/2007

¹⁹ Cf. *Le Daubé*, 28/03/2017

²⁰ Idem

Cela dit, nous ne pouvons pas porter le même regard sur le soutien financier des collectivités locales et en particulier celui de la Ville de Grenoble. En effet, tout est scientifique dans ce projet, sauf l'évaluation financière. (...) Nous ne nous interrogeons pas sur l'intérêt de ce projet, mais sur ses modalités de mise en œuvre par les collectivités. (...) Nous nous abstenons compte tenu de nos fortes réserves sur les modalités de financement de l'investissement de la collectivité pour des engagements que nous jugeons trop importants." (Cf. Délibération 43-D 004 Développement économique, conseil municipal du 17 décembre 2001) »

Ce n'est pas l'intérêt du projet Minatec que les Verts chicanent, mais la contribution financière de la Ville de Grenoble et des autres collectivités locales. Vincent Comparat (ex-directeur de recherches à l'Institut des sciences nucléaires), père de Laurence Comparat (adjointe de Piolle en charge de l'accès aux données, ex-cadre du service informatique de l'université Stendhal), et porte-parole de l'ADES, le rappelle quelques mois plus tard :

« "Minatec (...) Les recherches effectuées ne sont pas pilotées par des intérêts militaires (même si elles peuvent avoir des implications militaires) et ne posent pas à priori de problèmes d'éthique importants. Elles visent à assurer à Grenoble une position de leader sur les développements futurs dans les micro et nanotechnologies. (...)

C'est la poursuite du modèle de développement grenoblois qui a été une réussite par le passé, et qui avait tendance à s'essouffler à cause d'une concurrence beaucoup plus forte d'autres pôles universitaires et de recherche. C'est aussi la poursuite du modèle qui associe recherche, formation et transfert vers l'industrie. De ce point de vue les collectivités, conseil général, Métro et Ville de Grenoble, se devaient de soutenir fermement cette initiative." (Cf. *Le Rouge et le Vert* n° 84 fév/mars 2002)

Manque de chance, trois mois plus tard le CEA et la Délégation générale à l'armement signaient une convention ouvrant à l'armée les recherches de Minatec, confirmant le caractère dual des nécrotechnologies, maintes fois établi et superbement ignoré par les écotechs²¹. »

Dans un ultime communiqué de presse daté du 30 mai 2006, c'est-à-dire la veille de la manifestation contre l'inauguration de Minatec, les Verts-Isère enfoncent le clou :

« Les Verts ne s'opposent pas aux recherches dans le domaine du tout petit, ils demandent que ces recherches soient encadrées et contrôlées par des commissions d'éthique qui elles-mêmes animent des conférences citoyennes. »

Ils l'ont dit. Ils l'ont écrit. Leurs écrits restent et nous ne les laisserons pas effacer ou réécrire aujourd'hui ce qu'ils écrivaient hier. D'abord par souci de l'exactitude factuelle, ensuite, parce qu'il y a au moins un point sur lequel les Verts n'ont pas varié, maintenant qu'ils dirigent la mairie sans les socialistes, ni les communistes : leur impudente malhonnêteté, leur pratique du double discours, de la contorsion de langage et du déni éhonté. Et donc, il vaut la peine d'y revenir et de voir à travers quelques exemples comment s'exerce aujourd'hui cette gestion Verte de la technopole grenobloise.

6. De Grenoble à Gam. De Minatec à Clinatoc. Les aventures d'une vente.

Celle-ci est désormais englobée, depuis le 1^{er} janvier 2015, avec 49 autres communes de la cuvette, dans une métropole de 450 000 résidents, Gam (Grenoble-Alpes Métropole), dont elle

²¹ Cf. *Quand les Verts « s'opposent » à Minatec*, Pièces et main d'œuvre, le 30/06/06.
www.piecesetmaindoeuvre.com

est le district central et le plus habité (156 000 résidents), avec de moins en moins de natifs, de « gens d'ici », et de plus en plus de « gens d'ailleurs » en *turn over*, ingénieurs, techniciens, cadres, étudiants, chercheurs-entrepreneurs, en fonction des *opportunités* et grâce à la *mobilité*. Sans compter les immigrés et leurs enfants. D'où une certaine indifférence à l'histoire, à l'aspect et à la vie du lieu, du moins tant qu'on y trouve les mêmes commodités que dans les autres métropoles. On y revient plus tard, mais pour ceux qui n'y étaient pas, terminons la petite histoire du rassemblement contre Minatec.

En janvier 2006, nous Pièces et main d'œuvre, lançons un appel à venir de tout le pays manifester contre l'inauguration du centre²². Manque d'imagination, certes, mais c'est tout ce que nous avons trouvé pour pointer sur les technologies de l'infiniment petit, le plus gros doigt possible. Surtout, nous voulions offrir à quelques activistes qui nous côtoyaient alors, du bout des doigts et des lèvres, l'occasion d'une mise en valeur collective. Or il faut bien dire que la plupart d'entre eux sont plus agités qu'agissants, (*l'action, quoi ! pas le bla-bla !*). Aussi rassemblons-nous un Comité à durée déterminée²³, voué à l'organisation de cette manifestation et nous passons six mois en réunions à travers le pays, à exposer devant des auditoires perplexes, voire sceptiques, ce que sont les nanotechnologies et pourquoi il faut s'y opposer. Cette opposition fait assez de bruit pour que le président Chirac annule sa venue à l'inauguration et pour que celle-ci soit décalée d'un jour. Le quartier autour de Minatec est ceinturé de clôtures métalliques et quadrillé de CRS qui assaillent un millier de marcheurs.

Ce même jour, alors que les CRS pourchassent les opposants dans toute la ville, Jean Therme, alors directeur du CEA et principal promoteur de Minatec, et Alim-Louis Benabid, neuro-chirurgien spécialisé dans les implants cérébraux, ont un aparté dans un des bureaux de Minatec. C'est de cette rencontre qu'est née Clinatéc, création commune du Centre hospitalier de Grenoble (CHU) et du Commissariat à l'énergie atomique, une étrange clinique expérimentale, couverte par le secret industriel et destinée, selon ses promoteurs, « à nous mettre des nanos dans la tête ». C'est-à-dire à mettre au point les moyens technologiques du contrôle des cerveaux et de la mécanisation de l'espèce humaine. L'*establishment* transhumaniste de la Silicon Valley, récompense d'ailleurs Benabid en lui décernant fin 2014 le « Breakthrough Prize in Life Sciences 2015 », d'un montant de trois millions de dollars²⁴ et le technocrate frétille d'espoir, chaque année, dans l'attente d'un autre Prix Nobel, après celui reçu en 1970 par Louis Néel, créateur du Commissariat à l'énergie atomique de Grenoble.

On voit qu'il n'y a pas de processus sans sujet ; pas de transhumanisme sans transhumanistes - entrepreneurs, scientifiques, idéologues et technocrates qui se donnent les moyens de leurs objectifs : crédits, équipements, personnels. Et que leurs idées ayant des conséquences, leurs recherches « fondamentales » se transforment en applications technologiques destinées à la déshumanisation.

Mais revenons à la vente des actions Minatec par la municipalité Verte de Grenoble. Voici l'exposé des motifs lors de la séance du 18 décembre 2017, par Anne-Sophie Olmos, conseillère municipale, déléguée au contrôle de gestion – ce qui ne la change guère de ses précédents postes d'assistante de gestion chez Orange, Hilabs ou AEI Automatismes :

« La ville de Grenoble détient 11.440 actions au sein du capital social de la SEM Minatec Entreprises (18,67 %), depuis la création de la société en 2003.

²² Cf. *Attention, un train peut en cacher un autre. Derrière le Lyon-Turin, la destruction du Sillon alpin*, Pièces et main d'œuvre, 6/01/06

²³ L'Opposition grenobloise aux nérotechnologies

²⁴ Cf. *Manifeste des Chimpanzés du futur contre le transhumanisme*, Pièces et main d'œuvre (Service compris, 2017)

La SEM Minatec Entreprises, à travers la location de salles blanches, laboratoires et bureaux du BHT (Bâtiment Hautes Technologies), s'inscrit dans la politique d'innovation et de valorisation technologique souhaitée initialement par le Département de l'Isère (NdR. Alors dirigé par le socialiste André Vallini), Grenoble-Alpes Métropole (NdR. Alors dirigée par le socialiste Didier Migaud) et la Ville de Grenoble (NdR. Alors dirigée par le socialiste Michel Destot), collectivités associées au CEA, à la Caisse des dépôts et à la Caisse d'Épargne. (...)

Le BHT est un lieu qui concourt à l'attractivité du pôle grenoblois sur la scène internationale en proposant une offre à des entreprises étrangères en recherche d'implantation et de partenariats technologiques.

Le site accueille une trentaine d'entreprises dont 15 développent des partenariats technologiques avec le Légi (...). Ces entreprises comptent plus de 300 emplois directs et induisent environ 1000 emplois indirects, notamment en sous-traitance. Elles appartiennent à des secteurs d'activité très divers allant de la microélectronique, la santé, les biotechnologies, l'énergie, l'optique, la plasturgie... »

7. L'emploi, mode de vie : ne pas vomir dans la cuvette.

Vos emplois, Grenoblois, et il est bien compréhensible qu'ils vailent plus que nos vies. Plus que « l'avenir des générations futures » dont vous vous souciez tant. Plus que votre « cadre de vie », comme vous dites. Plus que notre « liberté, couleur d'homme », toujours plus broyée par le machinisme totalitaire. Et même plus que cette forme humaine, si périssable et périmée, sous laquelle nous naissons depuis quelques centaines de milliers d'années. Mais bien sûr, ces considérations « philosophiques », les « grandes idées », tout ça, ce n'est pas ce qui vous intéresse. Ce qui compte, c'est d'avoir un boulot. Le concret, quoi. La vie de tous les jours, la maison, le confort, les vacances, les enfants... Vous, vous ne faites que votre boulot, et votre emploi n'a pas d'odeur. Et puis, bon, il peut y avoir des aspects négatifs, mais faut quand même pas jeter le bébé avec l'eau du bain. C'est tout de même bien le progrès, de pouvoir se chauffer, s'éclairer, l'espérance de vie, tout ça. On veut tout de même pas revenir en arrière, aux cavernes et à la bougie, aussi se demande-t-on bien pourquoi on n'arrive pas à se débarrasser l'esprit de cette scie : ceux qui ne font que leur boulot, font un sale boulot.

Si vous pensez que nous faisons preuve d'un moralisme déplacé, voire de mépris élitiste, sachez que vous venez de lire le quasi *verbatim* d'une discussion avec des gens fort sympathiques, pour la plupart techniciens et scientifiques à la retraite, propriétaires de leurs confortables maisons dans une verte commune de la cuvette, et tous électeurs ou militants de La France Insoumise. Certes les progressistes de toutes sortes, innovateurs macroniens ou militants « anti-capitalistes » seraient bien de leur avis. La morale, d'abord, c'est autoritaire. Et puis ça ne sert à rien. « Les gens » - vous, les gens, vous n'êtes pas capables de vous hisser au-dessus de vos préoccupations immédiates ; de travailler pour consommer et de consommer pour travailler. Vous n'avez pas le temps, pas l'éducation, il vous faut d'abord payer les traites des logements et voitures qu'on vous a forcés à acheter ; nourrir vos gosses tombés du ciel ; regarder la télé qui remplit l'immense vide laissé depuis le XIX^e siècle par la réduction du temps de travail ; faire vos courses au centre commercial. Il faudrait d'abord produire beaucoup plus et à vil prix, afin que chacun d'entre vous puisse acheter son *smartphone*, son *scooter*, son 4x4, son *home cinema*, son congélateur, sa maison connectée – c'est plus pratique. Instaurer d'abord le règne de l'abondance et de l'oisiveté au moyen de la machinerie totale. Bref, « changer de société » - enfin - de gouvernement, de régime, de république... On ne peut pas fermer General Electric comme ça, ni Siemens, Ecopla, Hewlett-Packard, ni aucune de ces entreprises performantes qui détruisent nos conditions de vie sur terre, moyennant salaires, bénéfices, taxes, biens et services. Que feriez-vous les gens ? Que deviendriez-vous ? Vous n'êtes plus fichus de vous débrouiller par vous-mêmes, de bêcher un lopin ni d'égorger un

lapin. Vous êtes des hommes diminués, des infirmes : la rançon du progrès. Enfin, c'est ce que nous disent les progressistes à mi-voix, quand vous n'êtes pas là :

« Les gens sont cons, on ne peut pas les livrer comme ça à eux-mêmes. Lâchés dans la nature. Il faut s'en occuper, trouver des solutions. - Les boîtes, c'est bien, ça permet de les socialiser, nous assène ce vieux militant de chez Peugeot (mais aussi Philippe Poutou, chez Ford) et puis elles produisent des choses utiles aussi ! Il faut discuter collectivement, voir comment les reconverter. Il faut s'approprier collectivement STMicroelectronics, Soitec, Arkema, Minatec, leur faire produire des choses socialement utiles, écologiquement soutenables, en augmentant les salaires et en diminuant la durée du travail – du coup, voilà ! C'est clair ! C'est tout ! »

Ici, il faudrait enchaîner avec l'automatisation de la production et des services, les robots, les logiciels, les algorithmes, « l'usine 4.0 », « zéro prolo », la croissance sans embauche, etc., mais cette tirade nous mènerait vraiment trop loin, aussi rendons-nous la parole à Anne-Sophie Olmos, qui s'ennuie pendant cette digression – et laissons-la conclure :

« Constituée au départ avec un capital social de 6,86 millions d'euros, la société réalise depuis plusieurs années des excédents lui ayant permis de porter ses capitaux propres à plus de 12 millions d'euros. Afin de répondre aux demandes d'entreprises, le conseil d'administration de la SEM a engagé la réalisation d'un deuxième bâtiment qui devrait être livré en 2019.

La ville de Grenoble, estimant que cette société avait atteint sa maturité, a exprimé le souhait de céder ses parts, en priorité à Grenoble-Alpes Métropole ou à la Région Auvergne-Rhône-Alpes, collectivités auxquelles le législateur a donné la priorité en matière de développement économique. (...) »

C'est tout ? La boîte prospère, sert aux entreprises, crée des emplois, elle peut tourner sans notre argent (l'argent des Grenoblois) et donc on récupère notre investissement. Pourtant, le tract des Verts Isère diffusé fin mai 2006, à la veille du rassemblement contre l'inauguration de Minatec, faisait part d'un trouble, si léger soit-il, quant au projet.

« Nous attendons depuis plusieurs années que le choix du développement massif des nanosciences fasse l'objet d'un véritable débat à l'échelle locale, européenne et mondiale. Une fois de plus, les choix qui engagent l'avenir de nos sociétés ont été le fait de quelques-uns. Il y a pourtant eu des alertes répétées de la part des élus écologistes et des militants Verts mais nous n'avons pas été entendus. Aujourd'hui, nous continuons à nous interroger sur le développement rapide, dévoreur de finances publiques et surtout non débattu, des nanosciences²⁵. »

Douze ans plus tard les Verts « attendent » toujours ce « véritable débat » sur « le développement massif des nanosciences ». Pauvres gens. Quelle patience. Avouons notre admiration, nous qui animons ce débat depuis dix-huit ans, et même, un peu, le combat contre la convergence liberticide, anthropocide, des technologies développées à Minatec-Minalogic.

8. Les aventures d'une vente (suite). Tous conspirent à l'innovation.

Le *Daubé* du 20 décembre 2017 rapporte le conseil municipal du 18 décembre. La vente des actions Minatec, reléguée en fin d'ordre du jour, est abordée à trois heures du matin. Embrouille. Cela fait 18 mois que l'équipe Piolle a décidé de vendre ses actions de Minatec, mais la Métro sollicitée, va savoir pourquoi, voudrait plutôt racheter les actions du Département, et donc, c'est avec la Région (Rhône-Alpes-Auvergne-tchou-tchou), que la Ville

²⁵ Cf. *Quand les Verts « s'opposent » à Minatec*, art. cité

a fait affaire – avait fait - parce que finalement, 18 mois plus tard et à trois heures du matin, volte-face ; le Département refusant de vendre une part de ses actions à quiconque, c'est à la Métro que la Ville vend les siennes, à la fureur de la droite municipale. C'est que la droite tient (pour le moment), le Département et la Région, tandis que la gauche (Christophe Ferrari, PS) tient encore la Métro et espère bien reprendre la Ville aux Verts. On voit que le clivage droite/gauche n'est pas mort et qu'il porte sur l'essentiel, les questions de principe ; et, peut-être aussi, d'argent, de pouvoir, d'économie et d'idéologie, liées au soutien ou à l'opposition à Minatec.

Comme le dit Matthieu Chamussy, porte-parole de la droite (LR) au conseil municipal, mais qui en l'occurrence parle aussi bien pour la gauche (PS, GO, PC) :

« L'innovation est le moteur de la croissance. Cette vision fait consensus, sauf pour vous (la majorité Verte). La Ville peut conserver ses actions, mieux : elle le doit. Céder ces actions, c'est renoncer au rôle de porte-drapeau²⁶. »

Hoho, nous avons à Grenoble une municipalité hostile à la croissance et à l'innovation, une équipe de luddites décroissants, et nul ne s'en était aperçu ! – sauf Jean Peyrelevade, ami de Michel Destot, technocrate et banquier de gauche, pendulaire entre le privé et le public, qui s'alarme dans *Les Echos* de l'influence de Pièces et main d'œuvre sur Eric Piolle, ex-ingénieur chez Hewlett-Packard²⁷.

Le 22 décembre, c'est au conseil de la Métro (Grenoble Alpes Métropole) de traiter de l'achat des actions de Minatec à la Ville de Grenoble. Cette fois, c'est la socialiste Marie-José Salat, vice-présidente de la Métro, qui expose les motifs devant les 123 conseillers présents, ce qui ne doit guère la changer de son poste de chargée de projets à Pôle Emploi (à moins qu'il ne s'agisse d'une homonyme). Lisez bien. Aussi grise et rébarbative que soit ce genre de texture, c'est entre ses lignes qu'on voit « bouger » ce monde auquel nous sommes perpétuellement enjoint de nous adapter. C'est dans ces assemblées élues, nos pouvoirs publics, qu'on voit concrètement la technologie se substituer à la politique, la commander, l'instrumentaliser, pour transformer nos villes, nos vies, nos rapports, nos corps ; sans rien nous demander que notre soumission à ces transformations présentées comme des « évolutions naturelles », de type « darwinien » (« s'adapter ou disparaître »). C'est là qu'on voit à l'œuvre *à la fois* le processus de machination – si anonyme, impersonnel, automatique et fatal qu'il se présente - et les sujets conscients, actifs, volontaristes, de ce processus. Non pas des agents passifs, mais des acteurs agressifs.

« Le pôle technologique MINATEC a été imaginé dès 1999 pour répondre à la nécessité d'une mise en cohérence entre compétences de recherche, plates-formes technologiques, écoles d'ingénieurs, accueil de laboratoires et d'entreprises. Le concept a été approuvé en 2002 par les partenaires financiers du projet : CEA Grenoble, Grenoble INP, Etat et collectivités qui ont mobilisé près de 150 millions d'euros pour la réalisation du projet et la construction de plus de 50 000 m² de locaux. »

On ne parlera pas ici de « complot », ni de « théorie du complot », simplement comme le dit Marx, « la vapeur et l'électricité conspirent contre le *statu quo* ». Et elles le font en petit comité, entre technocrates planifiant leurs projets des années avant de *communiquer* au grand nombre l'avis d'avoir à se réjouir des décisions prises en son nom et pour son bien. Ce qui se

²⁶ Cf. *Le Daubé* 20/12/2017

²⁷ Cf. *Les Echos*, 18/03/15, et « Clinatec : corps-machine, masque "humain" », Pièces et main d'œuvre, 10/05/15, sur www.piecesetmaindoeuvre.com

traduit au mieux par l'indifférence, au pis par la résignation face à des innovations massives et compliquées, auxquelles on ne comprend, ni ne peut rien.

« MINATEC est aujourd'hui le premier campus d'innovation européen en micro et nanotechnologies, (...) »

MINATEC Entreprises est un outil majeur de développement économique dans le domaine de l'immobilier d'entreprises innovantes dont la présence sur le territoire revêt un caractère stratégique. Créée en 2003 et intégrée au pôle Minatec, la SEM Minatec Entreprises accueille, au sein du Bâtiment de Haute Technologie (BHT) dont elle est propriétaire, des entreprises, grands groupes, PME-PMI, starts-up, qui conduisent des projets collaboratifs menés avec des laboratoires du CEA. (...)

L'objet social de la SEM MINATEC s'articule donc à l'objectif de développer une Métropole innovante, créative et attractive par : « l'étude, l'acquisition, la location ou la construction et/ou tous actes nécessaires à la réalisation de projets immobiliers à usage industriel de recherche (...) »

La SEM Minatec Entreprises a engagé 32 millions d'euros pour la réalisation du BHT (Cf. Bâtiment Haute Technologie). Au total, ce sont 11000 m² de locaux et salles blanches, un ensemble technologique unique mais aussi des compétences, une offre de services et des synergies qui favorisent, dans un cadre sécurisé, des innovations et des transferts de technologies plus rapides.

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles a réservé la compétence économique aux Métropoles.

Par courrier du Maire de la Ville de Grenoble au Président de Grenoble-Alpes Métropole du 14 décembre 2016, la Ville de Grenoble a fait connaître son souhait de sortir du capital social de la SEM Minatec Entreprises et donc céder la totalité de ses 11 440 actions. Depuis lors, des échanges ont été engagés avec les services de l'Etat quant aux conséquences, en termes d'actionnariat, des récentes évolutions législatives, échanges conclu récemment²⁸. »

La loi du 27 janvier 2014 transforme donc la cuvette et ses rebords en superville à but lucratif, fonctionnelle et mécanisée, bientôt *smart city* pilotée par ordinateur. Les ingénieurs Verts (Piolle, Comparat, Fristot, Garnier, Avrillier le « maire honoraire »), qui en sont les meilleurs gestionnaires système, ne peuvent que soutenir cette rationalisation technique qui leur donne plus de poids – en tant que dirigeants de la ville centre - sur l'ensemble de la cuvette. Quelles que soient les rivalités de personnes qui peuvent s'élever entre élus rouges, roses, Verts, et qui s'expriment sur des sujets secondaires, ils dirigent ensemble depuis 1995 et leurs objectifs convergent avec ceux des élus de droite. Les quelques membres du Front national, épars dans les conseils municipaux et à la Métro, n'existant qu'au titre d'épouvantails « fascistes » afin de faire diversion et de valoriser la vertu « progressiste » et « républicaine » de la technocratie. Mais c'est là une banalité malgré « l'anti-fascisme » surjoué de quelques noyaux manipulateurs et usurpateurs.

Aussi malgré un accès de fureur des élus de droite (Jean-Claude Peyrin, Sylvie Pellat-Finet, LR), contre un amendement surprise de la Métro proposant la « parité » des actionnaires – 22 % chacun - entre la Région, le Département et la Métro, tout est bien qui finit dans les congratulations et, l'amendement retiré, l'achat des actions Minatec de la Ville de Grenoble est voté par 86 conseillers sur 123, avec 32 abstentions et 1 voix contre. Celle de Jean-Claude Peyrin qui marque ainsi sa fermeté sur les principes.

²⁸ Cf. Délibération n° 39. Extrait du registre des délibérations du Conseil métropolitain. Séance du 22 décembre 2017

Comme on ne se gêne pas avec les journalistes du *Daubé*, quelques élus font de ces éloges railleurs du maire de Grenoble, qu'on imagine plutôt entre hommes d'affaires, derrière les portes capitonnées des conseils d'administration.

« La Ville de Grenoble qui veut vendre ses actions à la Région, pour finalement les vendre à la Métro, c'est d'abord une histoire de gros sous », a attaqué le non-inscrit Denis Roux. »

La Grenobloise Sylvie Pellat-Finet compare Piolle à l'infâme J.R de la série *Dallas* et Christophe Ferrari, le président PS de la Métro, au naïf Bobby, qui lui achète hors de prix des actions sans valeur.

Jean-Damien Mermillod-Blondin, autre porte-parole de la droite : « Sur ce coup-là, j'avoue mon admiration pour Eric Piolle. Il ne trouve pas preneur pour ses actions, alors il a œuvré tel un désosseur de sociétés bien connu des années 80, un certain Bernard Tapie. La Région a dit banco, alors la Métro a dû s'aligner. Bravo, c'est du beau business sur le dos des contribuables métropolitains²⁹ ».

Certes, mais s'il faut s'appesantir sur l'essentiel, notons que « les contribuables métropolitains » avaient *déjà payé* pour l'édification de Minatec et de la SEM Minatec (sans compter Minalogic), et que les contribuables grenoblois *vont payer* pour le rachat des actions de la Ville par la Métro, étant à la fois grenoblois et métropolitains.

« A cela, l'écologiste a simplement répondu que « la Métropole est le chef de file local du développement économique, de l'innovation et de la recherche » et qu'à ce titre, « il est pertinent que la Ville lui ait vendu ses actions » et « logique que ce soit cette même Métropole qui ouvre la porte du capital de Minatec à la Région.³⁰ »

Il est bien juste, en effet, que la Région entre au capital de Minatec, elle qui, vingt jours plus tôt, le 29 novembre 2017, votait sans barguigner, et toutes tendances confondues, 15 millions de subventions au projet Nano 2022 – en fait au Commissariat à l'énergie atomique de Grenoble. Délibération présentée dans les termes habituels par Yannick Neuder, vice-président (LR) de la Région et ancien président de l'Agence d'études et de prospective de l'Isère (Aepi) –

« ... qui a rappelé que la filière représentait environ 17 000 emplois (directs, indirects et induits) sur le bassin grenoblois. Et qu'à l'heure où les Etats-Unis et l'Asie mettent le paquet sur le domaine, la France ne devait pas être en reste. "Après Nano 2017, il est nécessaire d'entreprendre à l'horizon 2022 un nouvel effort, créateur de valeur pour l'ensemble des filières industrielles, afin d'ancrer notre pays dans la compétition internationale. (...) Puis le communiste Patrice Voir, qui a reconnu l'enthousiasme de son groupe pour le projet, a également rappelé la nécessité de vigilance sur la question de l'emploi à préserver."

De même, la mélenchoniste Emilie Marche s'inquiétait de "la pérennité des emplois, la préservation des sites industriels, l'engagement de l'Etat (NDR, c'est-à-dire des subventions d'Etat), et de l'apport de STMicroelectronics et Soitec dans Nano 2022". »

L'emploi, l'argent, toujours l'essentiel - le « concret », quoi - ce qui intéresse « les gens » selon la militante de La France insoumise qui, par réflexe « anticapitaliste », s'interroge sur les contributions financières des entreprises privées. Emilie Marche doit pourtant bien savoir que STMicroelectronics et Soitec sont deux essaimages, deux *start-up* du CEA parmi des centaines d'autres. De ces entreprises nées de recherches et de financements publics, privatisées par des chercheurs et ingénieurs du CEA avec le soutien de celui-ci, suivant le

²⁹ Cf. *Le Daubé*, 23/12/2017

³⁰ Idem

principe de *l'innovation* soutenu par la gauche depuis des décennies³¹. Aussi Yannick Neuder a-t-il beau jeu de prétendre qu'il ne s'agit pas « d'aides directes aux entreprises » - à Soitec et STMicroelectronics - mais « à la recherche et développement ». En l'espèce au Commissariat à l'énergie atomique de Grenoble, afin d'acquérir « un ensemble d'équipements de lithographie à immersion, au titre du soutien régional à la filière micro-nanoélectronique à hauteur de 15 millions d'euros³². » Que ces équipements servent en fait à Soitec, à STMicroelectronics et à nombre d'entreprises issues ou non du CEA, où est le problème ? L'emploi vous dit-on ! 17 000 emplois sur le bassin grenoblois ! Que ce chiffre soit vrai ou faux et quel que soit l'intérêt de ces emplois (pingouin en salle blanche ou saisonnier en station). Et encore ne prend-on pas ici le temps d'additionner toutes les aides directes des pouvoirs publics reçues depuis leur création par Soitec, STMicroelectronics et leurs semblables.

Nos emplois nous coûtent cher décidément. Non seulement en termes « d'externalités négatives » (nuisances et destructions du milieu) ; de vie perdue à gagner sa vie, en accomplissant des tâches usantes et stupides ; en termes financiers - nous payons pour avoir des emplois qui nous permettent de gagner de l'argent – et qui pis est, ces emplois et ces entreprises servent globalement à produire les machines qui détruisent ces emplois.

De son côté, le « marcheur » Olivier Véran a tenté de lever les doutes – venus de la gauche mais aussi de la droite - sur la motivation de l'Etat à s'engager dans Nano 2022 : « Nul besoin d'interpeller le gouvernement, car je peux vous dire qu'il est concerné par le projet, que tout est aujourd'hui étudié à l'Élysée et à Bercy !³³ »

Cependant, « l'écologiste » Piolle est plus retors et madré que ne l'imagine M. Mermillod-Blondin. Certes, il ponctionne le budget de la Métro (470 000 habitants) pour abonder celui de la Ville (156 000 habitants), si mal en point que les Verts en sont réduits à fermer des bibliothèques par mesure d'épargne ! Mais le transfert à la Métro « du développement économique, de l'innovation et de la recherche », lui permet en outre de s'exonérer de la culpabilité morale et politique pesant sur les nécrotechnologies et la destruction créatrice (*alias* croissance). Il est facile aux Verts grenoblois de répondre désormais à toute critique, « ce n'est pas de la compétence de la Ville, cela regarde la Métro ». Justement c'est un Rose, Christophe Ferrari, ex-enseignant-chercheur en chimie et maire de Pont-de-Claix, qui préside la Métro et sert à Piolle de paravent et d'homme de paille. Les deux technocrates peuvent avoir leurs querelles de vanité, mais la Métro ne peut fonctionner contre les volontés et la prépondérance de la ville centre. Elles sont condamnées à s'entendre sur l'essentiel et les grandes décisions. Ce qui permet à Piolle de tenir un discours « écologiste » à la Ville et dans les médias, et d'avoir à la Métro une action et des votes « économistes ». Peu importe que la Ville perde des compétences (et des boulets) au profit de la Métropole. Les Verts soutiennent justement le projet technocratique de « métropole », avec son extension gestionnaire à toute la cuvette (49 communes), son saut d'échelle, sa rationalisation budgétaire et technicienne, son conseil issu des conseils municipaux, etc. ; ils y participent ainsi sans trop l'afficher, faute d'avoir à eux seuls la majorité pour le diriger.

9. Les Verts n'ont « pas de problème éthique ».

« L'écologiste » Piolle n'est pas le seul de son espèce à se réjouir de ces procédés de bonne gestion. *Le Rouge & le Vert*, bulletin électronique de ses comparses de l'Ades (Association

³¹ Cf. *Sous le soleil de l'innovation*, op. cité

³² Cf. Délibération n° 1035, du 29 novembre 2017 : « Ambition Nano 2022 : pour une politique volontariste en soutien de la filière des nanotechnologies

³³ Cf. *Le Daubé*, 2/12/2017

Démocratie Ecologie Solidarité) publie le 22 décembre 2017, le jour du conseil métropolitain, un billet d'autosatisfaction confite.

« Minatec, un juste retour des choses... »

Le Conseil municipal du 18 décembre a décidé de vendre les actions que la Ville détient dans MINATEC (16,67% du capital social) soit à la Région soit à la Métro au même prix. La Région Auvergne-Rhône-Alpes (tchou-tchou...) a fait une proposition d'achat, n'ayant pas d'action dans cette SEM. En 2003, lors de la création de la SEM MINATEC, la Région n'avait pas voulu participer à cette création. La Ville n'avait pas le droit de céder ses actions avant fin 2013.

Le capital investi par la Ville dans cette SEM en 2003 se montait à 1,1 M€, la Région a proposé d'acheter ces actions au prix de 3,4 M€, la Métro avait été sollicitée et devrait proposer d'acheter ces actions au même prix. La Ville vend ses actions à la Métro et la Métro a décidé le 22 décembre de vendre une partie de ses actions à la Région.

A propos de ce montant, il est intéressant de revenir sur le passé. En 2003, les élus écologistes et alternatifs ont voté contre la participation de la Ville de Grenoble au capital de MINATEC, estimant que ce n'était pas aux pouvoirs publics d'investir dans l'immobilier d'entreprise dont l'objet est le développement des micro et nanotechnologies et que c'était au secteur privé de le faire. A l'époque le reste de la majorité municipale estimait que cette opération n'intéresserait pas le privé et donc le secteur public devait le remplacer. Pourtant, un cabinet spécialisé avait estimé que le capital investi dans la SEM devait rapporter plus de 6 % par an (hors impôts sur les sociétés) et que c'était donc une bonne opération pour les collectivités d'investir dans cette SEM dont l'objet social est limité à « *l'étude, l'acquisition, la location ou la construction et/ou tous actes nécessaires à la réalisation de projets immobiliers à usage industriel et de recherche* ». Cela aurait pu intéresser des sociétés privées.

Le montant de 3,4 M€ proposé par la Région représente une valorisation de 7 % du capital initial, la majorité municipale a donc bien défendu les intérêts de la Ville. »

Il suffit de se reporter plus haut aux déclarations de Pierre Kermen, élu municipal Vert, lors des conseils municipaux des 9 juillet, 17 septembre et 17 décembre 2001, et aux votes des élus Verts lors de ces conseils, pour voir que *Le Rouge & le Vert* embrouille à tort et à travers.

Les Verts ont voté *pour* la création de la ZAC Minatec.

Ils n'ont chicané *que* l'aspect financier du projet qui leur semblait trop lourd pour les collectivités locales.

Il suffit de relire l'article déjà cité de Vincent Comparat, dans *Le Rouge & le Vert*, n°84 de fév/mars 2002, pour voir que le bulletin « écologiste » ment effrontément.

« Minatec (...) Les recherches effectuées ne sont pas pilotées par des intérêts militaires (même si elles peuvent avoir des implications militaires) et ne posent pas à priori de problèmes d'éthique importants. Elles visent à assurer à Grenoble une position de leader sur les développements futurs dans les micro et nanotechnologies. (...) »

C'est la poursuite du modèle de développement grenoblois qui a été une réussite par le passé, et qui avait tendance à s'essouffler à cause d'une concurrence beaucoup plus forte d'autres pôles universitaires et de recherche. C'est aussi la poursuite du modèle qui associe recherche, formation et transfert vers l'industrie. De ce point de vue les collectivités, conseil général, Métro et Ville de Grenoble, se devaient de soutenir fermement cette initiative. »

Elles ont soutenu. Minatec, « la position de leader de Grenoble », « le modèle de développement grenoblois », « qui associe recherche, formation et transfert vers l'industrie ». Tout ce que voulaient et soutenaient Comparat et les écolo-technocrates de l'Ades (mais ni plus ni moins que leurs alliés de gauche et leurs rivaux de droite).

Ils ont donc tout dit et son contraire.

Y compris que les recherches effectuées à Minatec en micro et nanotechnologies « ne posaient pas à priori de problèmes d'éthique importants. »

Et *a posteriori* Vincent Comparat ? *A posteriori* Raymond Avrillier, Eric Piolle, Laurence Comparat, Maryvonne Boileau, Christine Garnier, Vincent Fristot, Olivier Bertrand, Yann Mongaburu & cie ? Ces recherches ne poseraient-elles pas de menus problèmes d'éthique ? Voire de gigantesques problèmes politiques et anthropologiques ? Tout de même, le transhumanisme, « l'homme augmenté », l'éviction de l'humain par la machine – Mais on vous entend - « le coup est déjà parti. »

Depuis 2003, c'est « l'élément de langage », la défausse et l'excuse faussement navrée des Verts quand on les interpelle sur l'emballage technologique, le nanomonde technototalitaire, l'incarcération de l'homme-machine dans le monde-machine - en termes grenoblois : Clinatec, Minatec, Minalogic, Nano2life, CEA, STMico, etc.

C'était déjà celle de Raymond Avrillier, le « maire honoraire », quand on le croisait, il y a quinze ans de cela, à la terrasse du Saint-Christophe, dans le quartier Saint-Bruno. C'est toujours celle du maire actuel quand il prêche en présence du grand maître, au pupitre du Grand Orient de France, au musée de Grenoble, lors d'une réunion sur le transhumanisme³⁴ : « Le transhumanisme, oui, oui, c'est un problème, on n'y peut rien, le coup est parti, à Grenoble on connaît, il y a Pièces et main d'œuvre, mais c'est un tsunami, il faudrait encadrer au niveau international... »

Quand les politiciens Verts ne veulent pas affronter le réel, ils font comme les autres, ils disent qu'il n'existe pas (« c'est du phantasme ! » « on n'en est pas là ! »), ou bien qu'on n'y peut rien (« c'est trop tard ! », « c'est trop gros ! »). Ce qu'ils ne disent jamais, comme les autres, c'est qu'ils ont soutenu et continuent de soutenir les causes dont ils feignent de déplorer les conséquences. La *smart city* et le *big data*, c'est aussi le programme des Verts.

10. Ville Verte, ville-machine.

Vous doutez ? Ils s'en vantent pourtant dans *Le Daubé* du 4 février 2018.

« C'est dans le salon d'honneur de l'hôtel de ville que s'est ouverte, le 1^{er} février, la séance plénière inaugurale du projet City-zen, en présence de l'adjoint grenoblois Vincent Fristot et du vice-président de la Métropole Bertrand Spindler. C'est Nathalie Moyon, pour la Ville, qui a en charge la coordination locale du projet européen Smart cities City-zen, en partenariat avec la ville d'Amsterdam.

L'objectif est de rendre les villes de Grenoble et d'Amsterdam « intelligentes et durables » en développant les méthodes et les outils de la planification énergétique, en y impliquant les collectivités et la population. Et ce projet a de grosses ambitions en termes de résultats attendus, comme l'économie de 50 000 tonnes de CO₂ par an ou la rénovation de 90 000m² de logements, ou encore la connexion à un réseau intelligent de 10 000 habitations³⁵. »

Sitôt dit, sitôt fait. La Métro annonce deux semaines plus tard qu'elle cherche une centaine de ménages cobayes pour tester sa « plateforme Energies », c'est-à-dire une expérience de dressage des clients.

« Métro Energie est une plateforme de services innovante qui vous permet de consulter au jour le jour l'ensemble de vos consommations énergétiques et de bénéficier de conseils personnalisés pour les maîtriser. Portée par Grenoble-Alpes Métropole, en partenariat avec l'Agence locale de l'énergie et du climat (Alec), Métro Energie donne accès à des informations utiles et pédagogiques pour consommer moins et mieux de façon rationnelle. »

³⁴ « Précaution et progrès : quelle limite à l'amélioration de l'homme », janvier 2017

³⁵ Cf. <http://www.cityzen-smartcity.eu/fr/grenoble-4>

Eh oui, les Grenoblois sont de gros nigauds, à qui l'on doit enseigner à éteindre la lumière en sortant des toilettes et à ne pas chauffer la maison, toutes fenêtres ouvertes, en plein hiver.

« Les données affichées regroupent les consommations d'électricité, de gaz, de chaleur, d'eau, selon le type d'énergies dont vous disposez. Le dispositif est entièrement sécurisé et gratuit pour les personnes qui l'expérimentent. (...) Vous venez d'être équipé d'un compteur communicant ? Vous êtes tenté par l'aventure ? Pour plus d'infos et savoir si votre logement est éligible, remplissez un formulaire de pré-inscription sur lametro.fr/metroenergie, vous serez contacté prochainement par un conseiller Métro Energies³⁶. »

Huit jours plus tard, la même Agence locale de l'énergie et du climat organise un premier « atelier gratuit sur le thème « astuces pour réduire ses factures d'énergie et d'eau » », dans une cafétéria du néo-quartier Giant/Presqu'île scientifique³⁷.

C'est ça, la *smart city*. Ou encore l'irrésistible histoire du *Solaris* (oui, comme le roman de science-fiction). Un immeuble modèle, « écologique » donc technologique - toitures végétalisées, géothermie, chauffage par le plancher grâce à une pompe raccordée à la nappe phréatique, bâtiment « très basse consommation » pour réduire les charges, coût total : 6 281 000 € -, et situé à Giant/Presqu'île scientifique. Co-financé par la Ville de Grenoble, la Métro, le Département et la Région (tchou-tchou), le *Solaris* est inauguré le 3 octobre 2017 par Eric Piolle et Christine Garnier avec le protocole médiatico-pédagogique habituel. « La résidence *Le Solaris* avait même reçu le prix régional de la construction bois par Fibra et Auvergne Promobois³⁸. » Hélas, au premier hiver, les locataires crient, littéralement, à la douche froide. Ils ne peuvent pas régler eux-mêmes, la température de l'eau, ni celle de leur logement. C'est Mère Machine, en l'occurrence Actis, l'office HLM de Grenoble, qui décide et les morigène au nom de l'urgence économique et écologique :

« Nous, on veut d'abord rappeler la loi : la température obligatoire de chauffage de l'ensemble des pièces est fixée à 19°C. Cela n'est pas forcément bien compris par les habitants. (...) Il est fini le temps où il faisait 25°C dans les appartements. Cette température de 19°C produit des économies d'énergie, et c'est également une économie pour les locataires. La lutte contre le réchauffement climatique est un vrai combat et nous ne sommes pas près d'abandonner nos valeurs (...)»³⁹

Voilà à quoi serviront Linky et ses déclinaisons (eau, gaz, etc.), piloter autoritairement les consommations de fluides, depuis un central informatique et via les *smart grids* (les réseaux intelligents), puis l'ensemble de la machinerie urbaine (transports, trafic, parkings, feux tricolores, etc.). Voilà *L'enfer Vert*⁴⁰, ce projet pavé de bonnes intentions, que les écolo-technocrates et leurs collègues (libéraux-technocrates, socialo-technocrates, communo-technocrates) sont en train de réaliser à l'échelle de la cuvette grenobloise. C'est-à-dire contraindre les habitants, tandis qu'ils poursuivent par ailleurs la course à la croissance et à la destruction industrielle de la terre.

³⁶ Cf. *Le Daubé*, 19/02/18

³⁷ Cf. 27/02/18

³⁸ Cf. *Le Daubé*, 23/02/18

³⁹ Idem

⁴⁰ Cf. *L'Enfer vert, un projet pavé de bonnes intentions*, Tomjo, L'Echappée

11. Donnez vos données. Ou vendez-les. Le compteur Vert est « plus intelligent ».

Ainsi la Métro a voté à l'unanimité de ses membres – de droite ou de gauche, rouges, roses ou Verts - un vœu de soutien à l'imposition du capteur Linky, afin de « mettre fin aux fantasmes »⁴¹. Quant à nos données, ces fameuses (*big*) *data* dont l'exploitation conditionne le fonctionnement de la « ville intelligente » (*smart city*), c'est-à-dire de la ville machine, voici ce qu'en dit Vincent Fristot, ingénieur Vert, élu grenoblois et métropolitain, et surtout président de Gaz et Electricité de Grenoble (GEG), la régie locale de distribution :

« ... elles appartiennent aux clients. « Il y aura un dispositif pour contrôler à quelle fréquence on envoie ces données. S'il est obligatoire de le faire tous les jours, les gens pourront choisir de le faire au maximum toutes les dix minutes ». GEG a choisi d'associer des comités d'usagers au dispositif. « Nous n'en sommes qu'au début. Nous allons commencer début 2017 et prendre des décisions à la fin de l'année 2017. Il n'y a pas d'empressement »⁴².

Deux mois plus tard, les Verts de l'Ades précisent dans *Le Rouge & le Vert* :

« Il aurait été beaucoup plus pertinent que l'utilisateur puisse choisir lui-même de limiter l'accès au GDR (NDR. Le Gestionnaire de réseau, Enedis) à ses données détaillées sur place avec le risque d'avoir à payer un peu plus cher la relève traditionnelle de son compteur s'il ne voulait pas que ses données soient accessibles à distance. »

En clair, soit nous livrons nos données, soit nous payons plus cher le droit de garder privée notre vie domestique. Puis *Le Rouge & le Vert* se lance dans une de ces élucubrations dont les écolo-technocrates ont le secret :

« A l'avenir vont se développer des compteurs communicants pour l'eau, le gaz, le chauffage urbain et il aurait été beaucoup plus intéressant d'avoir un seul système de collecte des diverses informations. Or Linky ne peut pas servir à ce regroupement. (...) »

En ce qui concerne le territoire de Grenoble, l'ADES demande que GEG s'engage à installer à l'avenir les compteurs en priorité sur les gros consommateurs et qu'une étude soit faite pour voir s'il ne serait pas possible de développer un compteur plus intelligent que Linky, grâce aux compétences technologiques qui existent dans le bassin grenoblois : avec une protection des données efficaces, dont l'utilisateur garde le choix de les transmettre ou pas et sous quelles conditions.⁴³ »

Contrairement à la tournure pronomiale employée par l'ADES, les « compteurs communicants » ne « se développent » pas tout seuls, par génération autonome et spontanée. En revanche, que les « compétences technologiques grenobloises » rassemblées au sein de Minalogic (INPG, Atos, Cap Gemini, STMicro, Schneider Electric, etc.) qui ont déjà conçu le capteur Linky et les *smart grids*, les réseaux « intelligents »⁴⁴, perfectionnent un super-mouchard, avouons qu'il fallait y penser. Toujours plus de surenchère technologique pour résoudre chaque problème politique. Et cette naïveté, ou cette fourberie, de prétendre que l'utilisateur gardera le choix de transmettre ou non ses données, à partir du moment où sera déployé le système de captage. Alors que nulle précaution technique ne permet de les garder durablement anonymes. L'incroyable bêtise ou sournoiserie de croire, ou de feindre de croire, que des barrières juridiques auront la moindre efficacité face à la pression politique et économique, quand l'Etat et l'entreprise décideront, pour des raisons supérieures et incontestables (sécurité, état d'urgence, besoins économiques), de piller ces données.

⁴¹ Cf. *Le Daubé*, 3/04/16

⁴² Cf. *Le Daubé*, 8/05/16

⁴³ *Le Rouge & le Vert* n°279, juillet 2016

⁴⁴ Cf. « Linky, la filière grenobloise », art. cité

L'incroyable bêtise de ces Verts – dont les plus vieux avaient tout de même un peu de culture politique - quand ils recyclent à l'âge du numérique la fable libérale des renards (numériques) libres dans un poulailler (numérique) libre. Tous égaux, tous libres : les poules et les renards, les particuliers, les entreprises et les pouvoirs publics - et « vivre ensemble » en prime. On reconnaît là le concept « d'*open data* », un avatar de la « transparence », dont Laurence Comparat est en charge à la mairie de Grenoble, et qui consiste à publier l'ensemble des informations récoltées par les pouvoirs publics (les « données »).

« ... des plans et des cartes (terrains à construire, circulation routière...), des listes de chiffres dans les thématiques les plus diverses (nombre d'enfants fréquentant la restauration scolaire, interventions de la police municipale dans tel ou tel quartier, etc.).⁴⁵ »

Aussi bien les faits anodins, horaires des bus, des piscines, des bibliothèques, que les statistiques économiques et sociales. Mais pour quoi faire ?

En principe, pour « permettre aux citoyens, associations ou journalistes de participer à l'animation du débat public (...) en se saisissant de ces éléments, en les faisant « parler », en les interprétant grâce à des techniques d'extraction, de croisement, de visualisation et d'un zeste de réflexion⁴⁶. »

En pratique, afin que les *start up* puissent repérer des niches commerciales, nous cibler et nous vendre des « appli » pour *smartphones*. Il semble que les Verts et Laurence Comparat soient les derniers à ignorer que les données sont l'or et le pétrole du moment, et que les sociétés minières se battent pour l'accès aux filons et gisements.

C'est connu, hein, les citoyens de Teisseire et de l'Esplanade, les associations de défense de la nature et les Rouletabille de la presse locale disposent des mêmes moyens techniques et matériels que les entreprises de fouilles de données (*data mining*).

Ainsi, « la Numothèque » (sic), « rassemble l'ensemble des ressources numériques au sein d'un site unique et différencié du site des bibliothèques municipales de Grenoble⁴⁷. » Ecole numérique, bibliothèque numérique : si avec cela Laurence Comparat et ses pareils n'arrivent pas à acclimater les lecteurs, « dès le plus jeune âge », au « livre numérique », c'est à désespérer de la pédagogie du Progrès. Ainsi le « Grenoble CivicLab » (en *french* dans le texte),

« pour inventer les services numériques de la ville de demain. (...) un projet porté par la Ville de Grenoble, Grenoble-Alpes Métropole, GEG, La Coop Infolab & coworking, French Tech in the Alps, Grenoble INP, Grenoble Ecole de management, La Casemate, Orange, La Belle Electrique ou KissKissBankBank. (...) Car oui, il s'agit bien d'un challenge composé de cinq défis : inventer une conciergerie de quartier, travailler sur la signalétique urbaine, utiliser l'énergie comme support aux échanges de proximité, développer un prototype numérique. (...) Une charte a été signée par les principaux partenaires de CivicLab : Christophe Ferrari pour la Métro, Laurence Comparat pour la Ville, Christine Gochard pour GEG, Didier Chaminade pour Orange et Brigitte Plateau pour Grenoble INP. (...) CivicLab est donc lancé⁴⁸. »

Le mal que se donnent tous ces gens qui changent le monde, envers et contre tout, pour nous convaincre de changer, afin de nous adapter à ce monde qu'ils changent, envers et contre nous. Aussi est-il bien réconfortant d'apprendre que leurs efforts sont reconnus et que pour la

⁴⁵ Cf. *Gre.Mag* n°2, dec-janvier 2015

⁴⁶ Cf. *Gre.Mag* n°2, dec-janvier 2015

⁴⁷ Cf. *Le Daubé*, 28/10/16

⁴⁸ Cf. *Le Daubé*, 6/10/17

neuvième année consécutive, la Ville de Grenoble a reçu le label Ville Internet5@ décerné par l'association des villes internet.

« Les webmasters de la Ville de Grenoble, en charge notamment du site grenoble.fr et des réseaux sociaux municipaux, étaient présents à la cérémonie de remise des prix qui a eu lieu mercredi à Tourcoing, en présence de Jean-Vincent Placé, secrétaire d'Etat à la Réforme de l'Etat et à la simplification. La journée a été placée sous le signe de la participation citoyenne, domaine dans lequel la Ville de Grenoble fait office de référence nationale. L'association des villes internet attribue chaque année les labels (1,2,3,4,5@) aux collectivités candidates en fonction de divers critères portant sur la politique numérique⁴⁹. »

Pour revenir à *Linky* et aux capteurs de données personnelles, si Fristot n'a pas « d'empressement » en mai 2016, pour annoncer leurs règles de captage aux Grenoblois, c'est que GEG a trois ans de plus qu'Enedis, jusqu'en 2024, pour imposer ses propres capteurs. Du temps pour tirer des leçons des fautes d'Enedis et de ficeler sa communication. Dire par exemple que les données des clients leur appartiennent, c'est dire qu'ils pourraient les vendre ou les céder de toute autre façon. Et ce principe admis, les entreprises de *big data* (Enedis, La Poste, etc.) auront vite trouvé d'ingénieux systèmes d'extraction à vil prix, par incitations et punitions. Ce que nous voyons ces jours-ci avec « City-zen » et la « plateforme Energies » de la Métro, c'est le début de cette entreprise d'extraction de données.

(A suivre.)

Pièces et main d'œuvre
Grenoble, le 1^{er} juin 2018

Avec notre amical salut aux mille marcheurs contre l'inauguration de Minatec, le 1^{er} juin 2006.

Lire aussi, en « Pièces détachées » (brochures) :

- *Le laboratoire grenoblois* (Pièce détachée n°4)
- *Leur ville n'est pas la nôtre* (n°9)
- *L'urbanisme technocratique* (n°10)

A commander par la Poste, au prix de 4 € pièce (7 € les deux, 10 les 3 – et avec ça, qu'est-ce que je vous mets ?). Envoyez un chèque à l'ordre de Service compris à :

Service compris

BP 27

38172 Seyssinet-Pariset cedex

(catalogue sur simple demande)

⁴⁹ Cf. *Le Daubé*, 3/02/17